Institut de la statistique du Québec

Bulletin de l'économie du savoir

s@voir.stat

Juin 2007
Volume 7, numéro 3

Prochaines publications

La publication intitulée *Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec*, édition 2007, paraîtra en juillet et sera diffusée sur notre site Web à l'adresse www.stat.gouv.qc.ca/savoir.

Un rapport d'analyse portant sur la mobilité internationale des étudiants étrangers au Québec verra le jour au cours de l'été.

Prochain bulletin

Le numéro de septembre 2007 présentera différentes caractéristiques de l'utilisation d'Internet par les individus au Québec ainsi que certaines comparaisons avec les autres provinces à partir des données de l'*Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet*.

Données et STI en bref

Consultables sur notre site Web :

http://www.stat.gouv.qc.ca/savoir/

- STI en bref : Adoption des technologies de l'information et développement du commerce électronique au sein de l'administration publique québécoise.
- Plusieurs tableaux ont été mis à jour dans la section « Recherche et développement », tant pour l'ensemble des secteurs, que pour les entreprises, l'enseignement supérieur et l'État.
- Données sur les utilisations des TIC : entreprises et ménages.

Plusieurs indicateurs en STI de l'ISQ seront bientôt disponibles pour consultation et téléchargement dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (**www.bdso.gouv.qc.ca**).

Les activités de financement des entreprises par capital de risque au Québec entre 1996 et 2006 : quelques comparaisons interprovinciales et internationales

Points saillants

- Les sommes de capital de risque (CR) gérées au Québec ont progressé de 77,2 % entre 2000 et 2006 et s'établissent à 10 648,3 M$.
- Les Sociétés/Fonds de capital de risque (S/FCR) actifs au Québec et en Ontario géraient 80 % des sommes de CR collectées, investies et disponibles au Canada (22 122,3 M$) en 2006.
- Les particuliers constituent les principaux bailleurs de fonds de CR collectés par les S/FCR actifs au Québec : 82,2 % entre 2002 et 2006 dont 81,1 % par les S/FCR de détail.
- Le Québec améliore sa part canadienne des investissements dans les entreprises en début de croissance entre 2000 et 2006 : la part des premiers stades passe de 22,9 % à 28,9 %, tandis que la part des entreprises en expansion progresse de 27,7 % à 32,5 %.
- Le Québec est en tête de liste parmi les provinces canadiennes et les pays membres de l'OCDE pour ce qui est de l'effort d'investissement en CR dans les entreprises en début de croissance : entre 2002 et 2006, le rapport CR/PIB investi s'établissait à 0,21 % (contre plus de 0,10 % chez les concurrents les plus proches).
- Entre 2002 et 2006, les sciences de la vie attirent la plus grande part des investissements en CR (1 040,5 M$ ou 35,9 % du total) au Québec grâce à la performance des entreprises biopharmaceutiques.
- Le Québec consacre 77 % de ses investissements en CR aux secteurs de haute technologie, une proportion inférieure à celles des pays comme l'Islande, la Suisse, le Taïwan et la Chine, mais supérieure à celles de certains pays du G8 comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Japon.

Table des matières

Les sommes de capital de risque gérées au Québec 2
Les activités de collecte de fonds de capital de risque 4
Les investissements en CR par stade de développement des entreprises 4
Les investissements en CR selon les secteurs technologiques 6
Tableau récapitulatif des indicateurs en science, technologie et innovation 8

Québec

Les activités de financement des entreprises par capital de risque au Québec : quelques comparaisons interprovinciales et internationales[1]

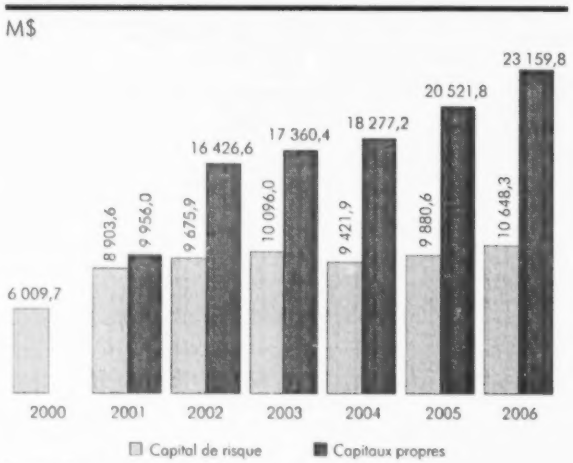
Les sommes de capital de risque gérées au Québec

Forte progression des sommes de capital de risque gérées au Québec

Au Québec, les activités de financement des entreprises par capital de risque (CR), c'est-à-dire les sommes gérées par les sociétés et fonds de capital de risque (S/FCR) (collectées, investies et disponibles en attente de placement), ont atteint 10 648,3 M$ en 2006. Celles-ci représentent 48,1 % des sommes gérées au Canada. Comme on le voit à la figure 1, ces activités ont connu une forte progression de 77,2 % depuis 2000, dont 48,2 % est survenue durant les deux premières années. Cette hausse est de loin supérieure à celle qui a été enregistrée en Ontario (43,4 %) et au Canada (62,4 %) au cours de cette période.

Rappelons qu'au Québec, le financement par capital de risque ne constitue qu'une partie du financement des entreprises par capitaux propres *(private equity)* (46,0 % en 2006). Cette proportion n'a cessé de diminuer depuis 2001 quand elle s'établissait à 89,4 %. Les autres types de financement par capitaux propres (rachats et mezzanines) ont pris le relais à partir de 2002 et livré une forte concurrence au financement par capital de risque, parce qu'ils offrent un taux de rendement plus élevé.

Figure 1
Évolution des sommes de CR et de capitaux propres gérées par les S/FCR actifs au Québec, de 2000 à 2006



Source : Thomson Financial (VC Reporter).
Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Le Québec et l'Ontario : principaux incubateurs des activités de capital de risque au Canada

Au Canada, en 2006, cinq types de S/FCR étaient actifs et géraient des sommes de CR totalisant 22 122,3 M$. Il s'agit, par ordre d'importance, des S/FCR de détail (49,7 % des sommes gérées), privés indépendants (32,4 %), gouvernementaux (7,9 %), corporatifs (6,0 %) et institutionnels (4,0 %).

Examinées sous l'angle territorial, les activités de capital de risque se sont développées au Canada grâce au dynamisme des S/FCR actifs au Québec et en Ontario. Le tableau 1 montre que les S/FCR des deux provinces géraient environ 80 % des sommes collectées, investies et disponibles de CR en 2006, soit exactement la même proportion qu'en 2000, à la veille de l'éclatement de la bulle technologique. La Colombie-Britannique vient en troisième position avec 9,4 % des sommes gérées en 2006, soit légèrement moins que sa part en 2000, qui était de 10,1 %.

Entre 2000 et 2006, la proportion des sommes gérées par les S/FCR du Québec par rapport à l'ensemble du Canada a augmenté, passant de 44,1 % à 48,1 % grâce à la bonne performance des S/FCR de détail. Par contre, les S/FCR gouvernementaux ont fortement régressé au cours de cette période, passant de 71,2 % en 2000 à seulement 40,9 % en 2006.

Parallèlement, la contre-performance de l'Ontario, dont la part des S/FCR a baissé entre 2000 (36,0 %) et 2006 (31,8 %), peut s'expliquer entre autres par la baisse des activités des S/FCR de détail et des S/FCR privés indépendants, les deux plus importants groupes de S/FCR actifs au Canada.

1. Les données sur le CR proviennent de deux bases de données en ligne continuellement mises à jour par la firme Thomson Financial : VC Reporter™ (http://www.canadavc.com/) pour les données canadiennes et VentureXpert™ (http://vx.thomsonib.com/NASApp/VxComponent/VXMain.jsp) pour les données sur les États-Unis et le reste du monde. Ce bulletin reflète l'état des données en juin 2007. Les termes spécialisés ont été traduits à partir des deux sites Web, section « Glossaire ».

Tableau 1

Part canadienne des sommes de CR gérées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, par type de S/FCR, de 2000 à 2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
				M$			
Total Canada	**13 621,0**	**20 678,2**	**21 544,9**	**22 463,5**	**20 190,2**	**21 044,5**	**22 122,3**
Détail	5 858,5	10 066,0	8 381,3	9 201,2	9 845,8	10 744,7	11 005,4
Privés et indépendants	4 602,1	4 662,6	4 865,5	5 414,8	5 988,0	6 465,6	7 175,8
Institutionnels	821,3	2 930,1	4 148,3	3 973,8	756,2	878,7	878,7
Corporatifs	934,6	1 807,6	2 217,3	1 887,6	1 775,8	1 358,1	1 319,3
Gouvernementaux	1 404,5	1 211,8	1 932,5	1 986,2	1 824,4	1 597,4	1 743,0
				%			
Total Québec	**44,1**	**43,1**	**44,9**	**44,9**	**46,7**	**47,0**	**48,1**
Détail	54,0	51,1	59,2	60,3	63,6	66,8	68,6
Privés et indépendants	22,4	22,5	22,3	21,9	23,4	22,2	24,7
Institutionnels	47,0	45,9	48,1	47,6	33,6	33,4	33,4
Corporatifs	45,9	30,8	28,1	25,1	27,6	24,0	24,0
Gouvernementaux	71,2	66,8	52,4	50,4	55,5	40,6	40,9
Total Ontario	**36,0**	**37,7**	**32,3**	**31,9**	**32,3**	**33,1**	**31,8**
Détail	34,1	39,7	29,7	28,6	25,7	23,1	21,5
Privés et indépendants	49,6	47,6	46,1	46,2	46,3	49,9	47,1
Institutionnels	26,5	28,6	26,0	26,8	35,6	37,1	37,1
Corporatifs	27,4	33,8	43,5	40,5	42,1	47,4	50,0
Gouvernementaux	10,6	11,3	8,9	10,5	11,4	17,6	16,6
Total Colombie-Britannique	**10,1**	**10,4**	**11,0**	**11,4**	**9,9**	**9,5**	**9,4**
Détail	5,6	5,9	6,6	6,5	5,7	5,4	5,2
Privés et indépendants	13,4	13,0	16,2	17,3	14,6	13,5	13,5
Institutionnels	13,0	13,5	12,8	12,9	15,0	14,7	14,7
Corporatifs	23,4	25,6	17,6	20,5	17,7	15,9	15,7
Gouvernementaux	7,7	8,3	6,1	7,0	7,7	12,7	12,3

Source : Thomson Financial (VC Reporter).
Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Définitions

La définition du capital de risque (CR) retenue est celle qu'utilisent le Tableau de bord de l'OCDE[1], édition 2005, et Statistique Canada[2] : « Le capital de risque est une participation directe, minoritaire et temporaire, au capital-actions d'entreprises privées non cotées à fort potentiel de croissance, initiée et gérée par des investisseurs professionnels (aussi appelés « capital-risqueurs ») qui espèrent dégager des plus-values ultérieurement. »

La présente analyse porte sur le capital de risque formel (par opposition au capital de risque informel, c'est-à-dire les capitaux apportés par le propriétaire lui-même, sa famille ou ses amis ainsi que les investisseurs providentiels (aussi appelés « anges investisseurs »)). Trois groupes d'acteurs interviennent dans le processus de financement par CR formel : les capital-risqueurs (aussi appelés Sociétés/Fonds de capital de risque ou S/FCR) dont la fonction consiste à collecter les fonds et à les investir dans des entreprises choisies, les bailleurs de fonds auprès de qui les fonds sont collectés, et les entreprises dans lesquelles les capital-risqueurs investissent les fonds collectés.

Le CR vise normalement trois catégories d'entreprises : les jeunes entreprises en phase de création, et les entreprises déjà établies, soit en nouvelle phase de développement, soit en processus de réorganisation de la propriété de l'entreprise, de consolidation ou de redressement. L'expression « stades de début de croissance » est utilisée dans ce bulletin pour désigner les premiers stades (prédémarrage, démarrage, tout autre premier stade) et les stades d'expansion. Concernant les secteurs d'activité, le CR vise les secteurs de haute technologie, c'est-à-dire les sciences de la vie, les communications et les technologies de l'information. Les secteurs de moyenne et faible technologie (Venture Xpert), c'est-à-dire les secteurs traditionnels et autres technologies (VC Reporter), attirent relativement moins de CR.

Les expressions « capital de risque collecté » et « collectes de capital de risque » désignent l'argent collecté par les S/FCR auprès des bailleurs de fonds. Les expressions « capital de risque investi » et « investissements en capital de risque » désignent l'argent que les S/FCR injectent dans des entreprises choisies, ce qui leur confère une participation minoritaire dans celles-ci.

Pour en savoir plus, voir le chapitre 7 du *Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec* (édition 2007) dont la publication est prévue pour juillet. En outre, un document d'analyse plus complet sur la répartition régionale du CR au Québec paraîtra ultérieurement.

1. Qui lui-même se réfère au document préparé pour le compte de l'OCDE par G. Baygan et M. Freudenberg (2000). « The Internationalisation of Venture Capital Activity in OECD Countries. Implications for Measurement and Policy », document de travail STI 2000/7.
2. Rapports de recherche du Programme de recherche sur le financement des PME, gouvernement du Canada : http://www.sme-fdi.gc.ca/epic/site/sme_fdi-prf_pme.nsf/fr/h_01292f.html.

Les activités de collecte de fonds de capital de risque

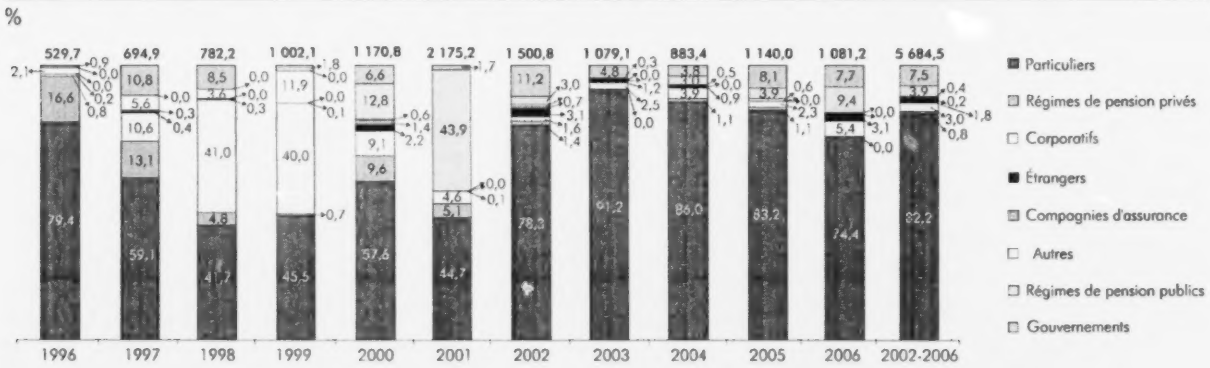
Une évolution en trois temps, basée essentiellement sur le comportement des investisseurs particuliers

Les sommes de CR collectées en 2006 au Québec s'élevaient à 1 081,2 M$, soit une baisse de 5,2 % par rapport à l'année précédente. Cela n'altère en rien sa position en tant que meneur canadien au chapitre des collectes de fonds de CR. L'analyse de l'évolution des activités de collecte au Québec peut se faire en trois temps : avant (1996-1998), pendant (1999-2001) et après (2002-2006) l'éclatement de la bulle technologique. Avant, les S/FCR collectaient annuellement 668,9 M$ en moyenne au Québec. Cette moyenne a plus que doublé pendant l'éclatement de la bulle technologique et elle a atteint 1 449,4 M$. Durant la période qui a suivi cet éclatement, la moyenne a baissé de 21,6 % et s'est établie à 1 136,9 M$.

Au Québec, on distingue sept principales catégories de bailleurs de fonds auprès de qui les S/FCR s'approvisionnent. Au cours de la période 2002-2006, il s'agit, par ordre d'importance, des particuliers, des gouvernements, des régimes de pension publics, des S/FCR corporatifs, des étrangers, des régimes de pension privés et des compagnies d'assurance.

De 1996 à 1998, la part des particuliers a baissé, passant de 79,4 % à 41,7 %, alors que celle des S/FCR corporatifs s'est accrue. Cette part des particuliers s'est stabilisée entre 1999 et 2001 et elle a rebondi durant la période suivant l'éclatement de la bulle technologique. Encouragés par les avantages fiscaux gouvernementaux, les particuliers confient la quasi-totalité de leurs avoirs aux S/FCR de détail. Par exemple, entre 2002 et 2006, 81,1 % des sommes collectées auprès des particuliers (82,2 %) ont été confiées aux S/FCR de détail actifs au Québec.

Figure 2
Sommes de CR collectées par les S/FCR actifs au Québec, par source[1], de 1996 à 2006



1. Les sommes inscrites dans le haut des graphiques sont exprimées en millions de dollars.

Source : Thomson Financial (VC Reporter).
Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Les investissements en CR par stade de développement des entreprises

Au chapitre des investissements en début de croissance, l'Ontario continue de dominer, mais le Québec améliore sa part au sein du Canada

Au Québec, les investissements en CR dans les entreprises en début de croissance, c'est-à-dire aux premiers stades (prédémarrage, démarrage, autre premier stade) et aux stades d'expansion, se sont établis à 582,1 M$ en 2006 (dont 262,9 M$ aux premiers stades et 319,2 M$ aux stades d'expansion). Aux stades ultérieurs, ces investissements s'élèvent à 23,6 M$ en 2006. Au total, on a investi 605,7 M$ au Québec en 2006.

Même si les investissements pancanadiens en CR sont historiquement concentrés au Québec et en Ontario (78,9 % en 2002-2006), la part du lion revient à cette dernière province pour ce qui est des entreprises en début de croissance. Pendant la période entourant la bulle technologique, 57,1 % des investissements (soit 59,7 % aux premiers stades et 57 % aux stades d'expansion) ont été faits en Ontario. Durant la même période, la part du Québec s'établissait à 26,2 % (soit 22,9 % aux premiers stades et 27,7 % aux stades d'expansion). L'Ontario a continué de dominer la scène canadienne pendant la période après-bulle (2002-2006), même si sa part a légèrement baissé, à 47,7 %. La troisième province en importance est la Colombie-Britannique qui a vu sa part passer de 10,8 % en 2000-2001 à 13,0 % en 2002-2006, particulièrement à la suite d'investissements massifs dans les entreprises aux premiers stades.

Tableau 2
Investissements de CR dans les entreprises en début de croissance, par province, 2000-2001 et 2002-2006

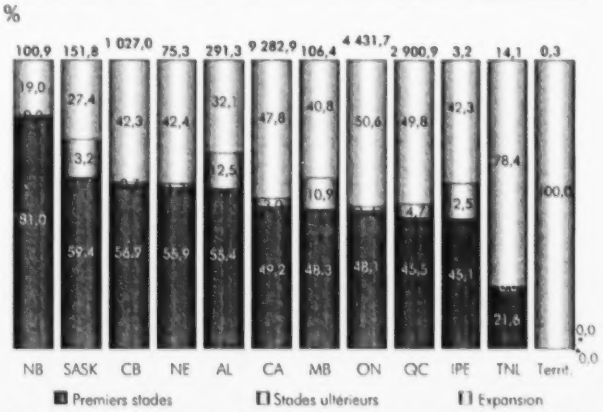
	2000-2001			2002-2006		
	Ensemble des stades	Premiers stades	Stades d'expansion	Ensemble des stades	Premiers stades	Stades d'expansion
			%			
Canada (M$)	**9 665,1**	**5 206,9**	**3 976,7**	**9 282,9**	**4 569,4**	**4 439,5**
Colombie-Britannique	10,8	11,3	9,8	13,0	15,0	11,5
Alberta	3,3	3,6	3,1	3,1	3,5	2,1
Saskatchewan	0,3	0,3	0,1	1,6	2,0	0,9
Manitoba	0,9	0,7	1,2	1,1	1,1	1,0
Ontario	57,1	59,7	57,0	47,7	46,6	50,5
Québec	26,2	22,9	27,7	31,2	28,9	32,5
Nouveau-Brunswick	0,5	0,1	1,0	1,1	1,8	0,4
Nouvelle-Écosse	0,6	1,2	0,0	0,8	0,9	0,7
Île-du-Prince-Édouard	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Terre-Neuve-et-Labrador	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,2
Territoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Thomson Financial (VC Reporter).
Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Trois tendances se dessinent en matière d'évolution pancanadienne du financement par stade

L'analyse territoriale pancanadienne de l'investissement en CR permet d'observer trois tendances au cours des cinq dernières années : les provinces où l'investissement aux premiers stades domine (de 55,4 % à 81 %), celles où la part des premiers stades est presque nez à nez avec celle des stades d'expansion et, enfin, celles où l'expansion est dominante (de 78,4 % à 100,0 %). Le premier groupe comprend le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et l'Alberta. Font partie du second groupe le Québec, le Manitoba, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard. Le dernier groupe est composé de Terre-Neuve-et-Labrador et des Territoires du Nord-Ouest.

Figure 3
CR investi, Canada et provinces, par stade de financement des entreprises[1], de 2002 à 2006 (cumulatif)



1. Les sommes inscrites dans le haut des graphiques sont exprimées en millions de dollars.

Source : Thomson Financial (VC Reporter).
Compilations : Institut de la statistique du Québec.

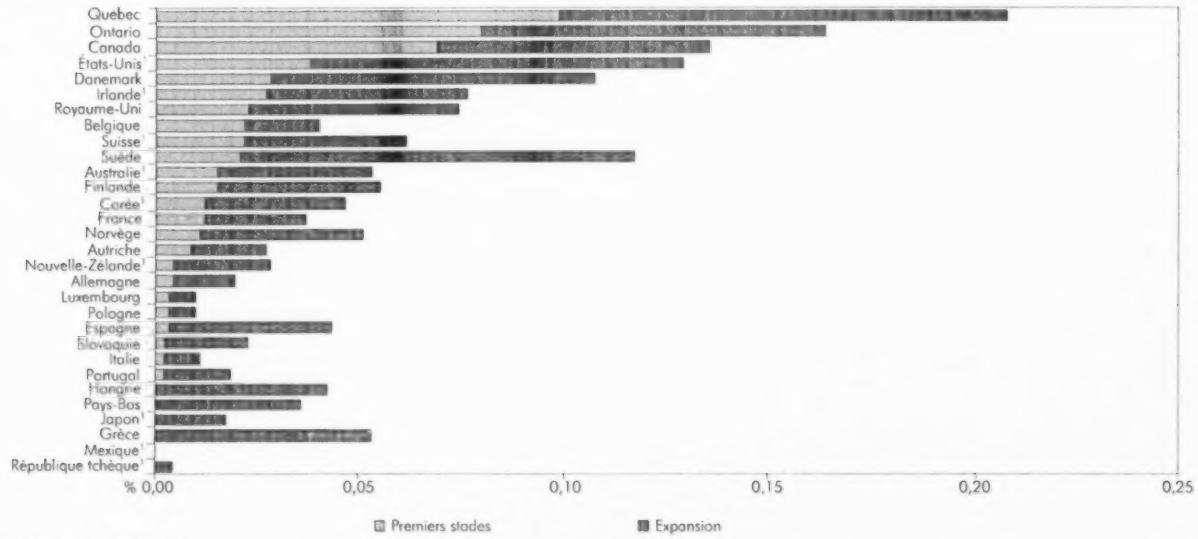
Le Québec en tête de liste parmi les provinces canadiennes et les pays de l'OCDE pour ce qui est de l'effort d'investissement en CR dans les entreprises en début de croissance

Durant la période suivant la bulle technologique (2002-2006), c'est au Québec qu'on observe une plus forte proportion de CR (en pourcentage du PIB) investi dans les entreprises en début de croissance, soit 0,21 %. Viennent ensuite l'Ontario, le Canada, les États-Unis, la Suède et le Danemark dont le rapport est supérieur à 0,10 %. De plus, on observe que ce rapport est très faible en particulier dans les pays européens. Ce constat s'explique par le fait que les S/FCR européens préfèrent investir aux stades ultérieurs.

Au Québec, la proportion de CR investi dans les entreprises représente un net recul par rapport à la période entourant la bulle technologique (2000-2001), quand cette province investissait 0,50 % de son PIB dans les entreprises en début de croissance, tandis que l'Ontario et le Canada y consacraient respectivement 0,61 % et 0,42 % de leur PIB. On remarque aussi que la part des investissements aux stades d'expansion est plus importante que celle des investissements aux premiers stades dans ces deux provinces.

Figure 4

Investissements de CR accumulés par les entreprises aux premiers stades et aux stades d'expansion, Québec, Ontario, Canada et quelques pays de l'OCDE, de 2002 à 2006 (en pourcentage du PIB en M$ US)



1. Données de 2002 à 2005.

Source : Thomson Financial (VC Reporter et Venture Xpert) pour le CR; base des données de l'OCDE pour le PIB des pays membres de l'OCDE; Statistique Canada (Comptes économiques provinciaux, novembre 2006 et avril 2007) pour les données sur le PIB du Canada et de ses provinces; Banque du Canada pour le taux de change.

Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Les investissements en CR selon les secteurs technologiques

Les sciences de la vie prennent leur revanche au Québec entre 2002 et 2006 grâce aux entreprises biopharmaceutiques

Le capital de risque investi au Québec a été réparti en quatre secteurs technologiques. Par ordre d'importance au Québec, en 2002-2006, il s'agit des sciences de la vie, des technologies de l'information, du secteur traditionnel et autres technologies, et des communications.

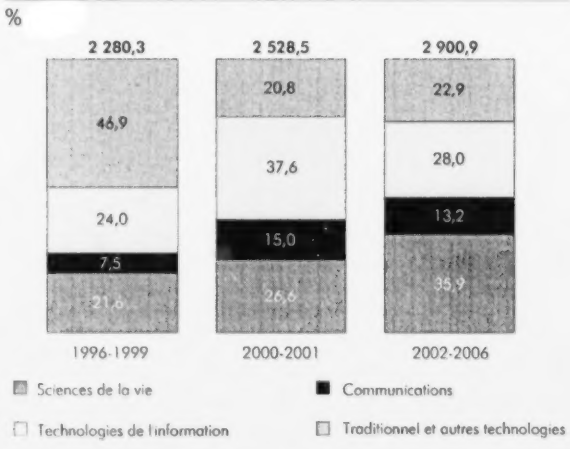
L'évolution temporelle montre une compétition intersectorielle pour les investissements en CR au Québec. Les secteurs traditionnels et autres technologies ont attiré la plus grande part des investissements (1 069,6 M$ ou 46,9 % du total) entre 1996 et 1999, les technologies de l'information se sont démarquées (951,4 M$ ou 37,6 %) entre 2000 et 2001, tandis que les sciences de la vie ont pris leur revanche (1 040,5 M$ ou 35,9 %) entre 2002-2006.

La comparaison intersectorielle des investissements partout au Canada permet de constater que la performance du Québec en sciences de la vie (part canadienne de 45,1 % ou 1 040,5 M$) entre 2002 et 2006 découle de celle des entreprises biopharmaceutiques du Québec qui ont réussi à attirer 812,0 M$ d'investissement.

Sans surprise, les entreprises ontariennes des secteurs des TI (part canadienne de 59,6 % ou 2 110,9 M$) sont meneuses dans leur secteur grâce aux performances enregistrées par les activités liées aux logiciels (part canadienne de 55,6 % ou 852,7 M$) et semi-conducteurs (part canadienne de 81,7 % ou 624,6 M$).

Figure 5

Investissements en CR accumulés au Québec[1], par secteur technologique, 1996-1999, 2000-2001 et 2002-2006



1. Les sommes inscrites dans le haut des graphiques sont exprimées en millions de dollars.

Source : Thomson Financial (VC Reporter).

Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Le Québec consacre 77 % de ses investissements en CR aux secteurs de haute technologie

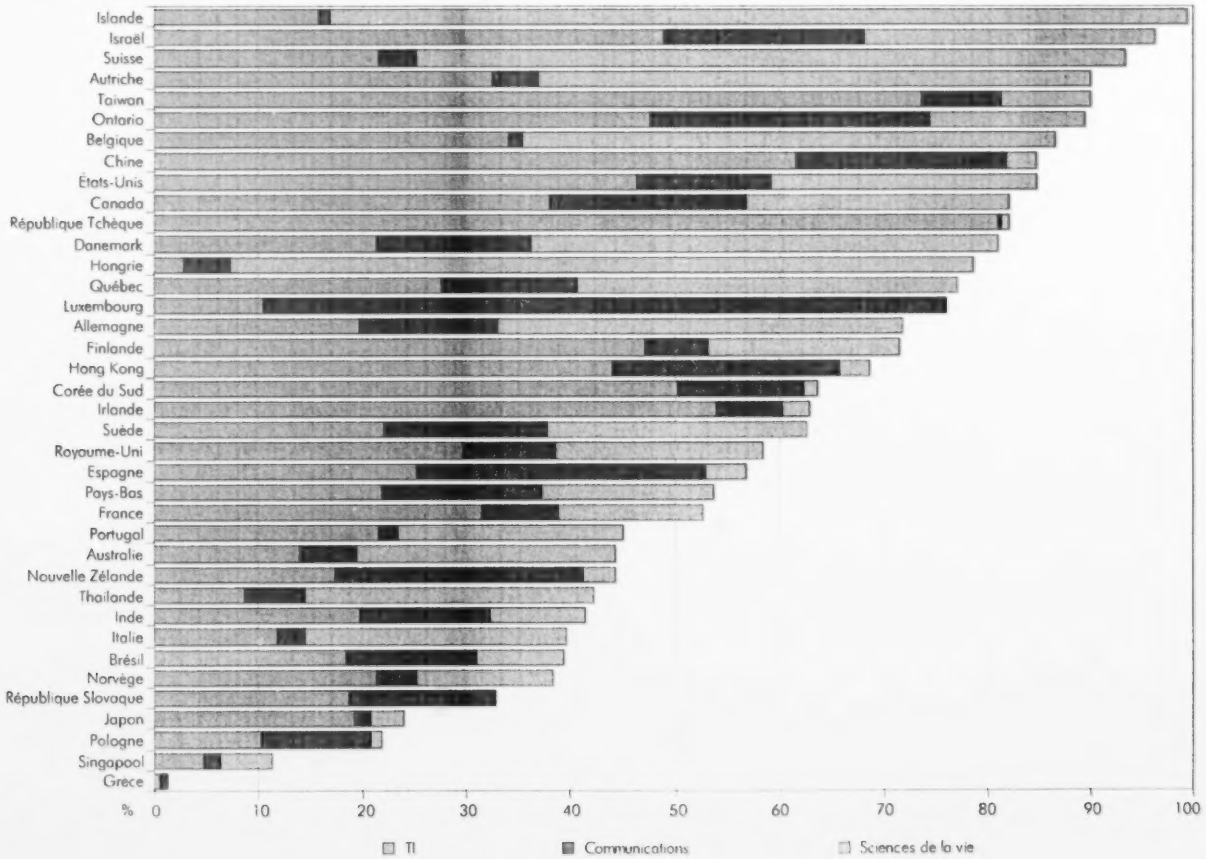
La comparaison entre les pays quant à la part des investissements en CR affectée aux secteurs de haute technologie, c'est-à-dire les communications, les TI et les sciences de la vie, montre que le Québec se classe assez bien parmi les pays membres de l'OCDE et autres. Entre 2002 et 2006 le Québec a consacré 77 % de ses investissements en CR aux secteurs de haute technologie. Cette proportion est inférieure à celles de l'Ontario (89,5 %) et du Canada (82,2 %).

C'est dans le secteur des communications que la part des investissements semble plus faible.Cependant, on constate que les pays qui surclassent le Québec font soit mieux dans les TI (République tchèque, Taïwan, Chine et États-Unis), soit mieux dans les sciences de la vie (Islande, Suisse, Hongrie, Autriche, Belgique et Danemark).

Le Québec se classe tout de même mieux que certains pays du G8 comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Japon.

Figure 6

Part des secteurs de haute technologie dans le total des investissements en CR, Québec, Ontario, pays membres de l'OCDE et autres, 2002-2006 (cumulatif)



1. Données de 2002 à 2005

Source : Thomson Financial (VC Reporter et Venture Xpert); Statistique Canada (Comptes économiques provinciaux, novembre 2006 et avril 2007) pour le PIB; Banque du Canada pour le taux de change.

Compilations : Institut de la statistique du Québec.

Indicateurs de l'économie du savoir au Québec

	Unité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D (DIRD)	M$	4 355	4 918	5 719	6 421	6 725	6 947	7 208		
Ratio DIRD/PIB	ratio	2,22	2,33	2,54	2,77	2,79	2,77	2,74		
DIRD par habitant	$	597	672	777	868	903	927	955		
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D selon le secteur d'exécution										
État (DIRDET)	% de DIRD	7,3	6,9	7,8	7,5	7,7	6,4	6,2		
Entreprises commerciales (DIRDE)	% de DIRD	63,5	62,0	63,7	64,8	61,4	59,8	59,8		
Enseignement supérieur (DIRDES)	% de DIRD	29,3	31,2	28,5	27,7	30,8	33,8	33,9		
Dépenses intérieures brutes au titre de la R-D selon le secteur de financement										
État (DIRDET)	% de DIRD	17,5	18,7	19,0	20,6	21,3	22,4	21,4		
Entreprises commerciales (DIRDE)	% de DIRD	56,5	55,3	56,9	57,2	54,9	53,9	54,0		
Enseignement supérieur (DIRDES)	% de DIRD	15,8	16,4	14,6	12,4	13,5	14,4	15,4		
Organisations privées sans but lucratif (OSBL)	% de DIRD	2,0	1,9	1,7	2,3	2,5	2,4	2,4		
Étranger	% de DIRD	8,2	7,7	7,8	7,5	7,7	6,9	6,9		
Chercheurs affectés à la R-D industrielle	n	16 503	17 888	20 787	21 880	22 884	22 871	23 679		
Brevets de l'USPTO										
Inventions brevetées à l'USPTO	n	599	653	741	763	808	815	804	714	
Brevets d'invention de l'USPTO détenus	n	687	793	980	1 042	1 033	1 047	1 041	877	
Brevets d'invention de l'USPTO détenus dans les TIC	n	149	236	366	411	360	397	459	360	
Publications scientifiques	n	6 228	6 348	6 170	6 073	5 905	6 786	6 487	7 599	
Informatisation des ménages										
Taux d'informatisation des ménages	%	38,4	42,2	44,8	51,1	56,7	59,5	61,4	65,7	
Taux de branchement à Internet	%	15,6	24,3	33,0	41,0	46,0	48,1	50,0	55,5	
Dépenses totales des ménages pour les TIC	M$	986,8	1 061,6	1 380,3	1 556,3	1 622,2	1 709,2	2 020,2	2 255,0	
Exportations manufacturières par niveau technologique										
Haute technologie	M$	14 026	15 939	23 327	19 682	17 093	16 740	15 970	16 379	15 246
Total manufacturier	M$	53 577	57 536	69 025	65 887	63 446	59 517	63 439	65 067	66 760
Importations manufacturières par niveau technologique										
Haute technologie	M$	15 981	18 495	20 385	17 458	15 570	15 142	16 054	16 968	16 610
Total manufacturier	M$	47 428	51 568	55 493	52 040	52 376	51 847	55 630	59 541	62 500
Exportations du secteur des TIC	M$	7 296	8 400	13 775	7 201	5 171	4 817	5 473		
Importations du secteur des TIC	M$	10 742	11 798	13 458	10 293	8 800	8 314	9 571		

Sources : Statistique Canada, Estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement (DIRD), Canada, 1994 à 2005p, et selon les provinces, 1994 à 2003 (88F0006XIF), décembre 2005; Comptes économiques provinciaux, (13-213-PPB), novembre 2005.
United States Patents and Trademark Office (USPTO), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST).
Thomson ISI, Science Citation Index (SCI), données compilées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST).
Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Ce numéro de S@voir.stat est réalisé par :
Pascasie Nikuze, économiste
pascasie.nikuze@stat.gouv.qc.ca

Prochain bulletin :
Pierre-Paul Perron, économiste
pierre-paul.perron@stat.gouv.qc.ca

Sous la coordination de :
Line Lainesse, économiste
Direction des statistiques économiques et sociales
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

La version PDF de ce bulletin est consultable sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca/savoir

Téléphone : (418) 691-2408 ou 1 800 463-4090 (sans frais)
Télécopieur : (418) 643-4129

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2007

ISSN 1492-899X (version imprimée)
ISSN 1715-6432 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2005

Institut de la statistique Québec